

Ici aussi, on exploite des travailleurs/ses sans papiers !

Partout, les patrons ont recours à des travailleurs/ses sans-papiers, car cela leur permet de disposer d'une main d'oeuvre exploitable à outrance. Souvent utilisé-e-s en dehors de toute règle, les travailleurs/ses sans-papiers sont sous payé-e-s.

Ils/elles sont exploité-e-s, et cela permet aux patrons de faire pression sur l'ensemble des salarié-e-s, menacé-e-s d'une remise en cause de leurs salaires et de tous leurs droits sociaux.



En passant des contrats de sous-traitance avec des sociétés qui abusent des sans-papiers, les dirigeants de « grandes entreprises » sont complices du patronat privé qui exploitent directement l'extrême précarité de ces immigré-e-s. Et cette situation se retrouve aussi dans la Fonction Publique (Hôpitaux, Education Nationale, etc., et même ministères !).

- ➔ Sans-papiers, ils nettoient les locaux de travail et les lieux publics depuis des années.
- ➔ Sans-papiers, ils surveillent et assurent le gardiennage dans les entreprises et services publics depuis des années.
- ➔ Sans-papiers, ils préparent les repas dans les cuisines des restaurants depuis des années.
- ➔ Sans-papiers, ils travaillent dans le bâtiment, construisent nos immeubles depuis des années.

Poursuivant le travail unitaire assuré depuis des mois entre organisations syndicales, collectifs de sans-papiers et associations de lutte contre les discriminations, des centaines de travailleurs/ ses sans-papiers d'Ile De France se sont mis en grève ces dernières semaines. Ils/elles sont soutenu-e-s par les syndicats CGT, Solidaires, CNT.

Les sans-papiers en grève ont obligé le gouvernement à de premières concessions, importantes.

La régularisation ne peut pas se limiter à 600 travailleurs/ses. Et elle doit être effective, il ne s'agit pas de délivrer seulement des autorisations temporaires et précaires.

La pratique du « cas par cas » est une hypocrisie gouvernementale qui vise à gagner du temps, pour refuser la régularisation. On ne peut se satisfaire de la régularisation d'un travailleur sans-papiers, si dans le même temps sa famille, ses enfants sont expulsés ! C'est quoi le « cas par cas », pour ces milliers de personnes qui travaillent avec nous, qui paient des impôts et des cotisations sociales depuis des années ?

Les syndicats de l'Union Solidaires appellent à soutenir les mouvements en cours, à les élargir.

Les larmes de crocodile du patronat : une honte !

Une partie des patrons en rajoute ces derniers jours dans le cynisme : à les écouter, ils seraient très soucieux de la situation de « leurs » travailleurs/ ses sans-papiers ... la vérité, c'est qu'ils les exploitent honteusement depuis des années, et qu'ils ont besoin de les garder pour maintenir la pression sur les salaires de tous.

**Soutenons les travailleurs/ses sans-papiers en grève !
Accentuons la pression sur tous les responsables de leur exploitation : gouvernement, patrons des boîtes privées et aussi direction des entreprises « donneuses d'ordre » !**